

LA PAIX, TROIS MOIS APRÈS ÉVIAN?...

SAMEDI soir, à 23 h. 15, la chaîne de radio américaine A.B.C. interrompait brusquement ses émissions pour annoncer « qu'un TRAITE DE PAIX venait d'être signé à Alger entre le F.L.N. et l'O.A.S. ».

L'Exécutif provisoire démentit cette information dès qu'il en eut connaissance — mais les observateurs constatèrent immédiatement que la mise au point avait beaucoup plus trait à la rédaction de la nouvelle — et notamment au terme « traité de paix » — qu'à son contenu.

De sorte que les rumeurs qui circulaient à Alger quant à l'imminence d'un accord semblaient se confirmer de toute part.

Mais il fallut attendre la déclaration officielle faite hier matin, à 13 heures, par le Dr Mostefal, représentant du G.P.R.A. au sein de l'exécutif puis l'émission pirate diffusée hier soir par l'O.A.S. et ordonnant LA SUSPENSION DES COMBATS A MINUIT pour trouver

la concrétisation d'une nouvelle qui allait faire quelque bruit en Algérie, en métropole, à Tunis et dans le monde.

Et il faut, de toute évidence, ajouter, étant données les réactions fort diverses et fort curieuses enregistrées ça et là, nul ne peut encore prédire les conséquences et les remous de cette « paix sur place » survenant trois mois après... Evian.

Avant de partir pour l'Égypte, il avait — provoquant une certaine surprise — condamné lui-même les combats.

Rejoignant la tendance des durs, maintiendra-t-il cette condamnation ? La retirera-t-il ?

Ou bien essaiera-t-il de sauver — comme cela fut le cas à différentes reprises — cette collégialité fragile dont on s'est toujours demandé si elle se maintiendrait jusqu'au cap de l'indépendance ?

Ce qui va se passer à Tunis, dans les heures qui viennent, est donc d'un prodigieux intérêt.

CES NEGOCIATIONS AVEC L'O.A.S. ...

Un fait est incontestable : c'est que des négociations ont bel et bien eu lieu AVEC L'O.A.S. On en trouve la preuve dans l'allocution de M. Mostefal (que l'on verra par ailleurs), et notamment dans la phrase suivante qui est dépourvue de toute ambiguïté.

— Ces sentiments (ceux des Européens) ont été exprimés par les dirigeants des organisations syndicales et professionnelles et EN PARTICULIER PAR LES DIRIGEANTS DE L'O.A.S. AVEC LESQUELS NOUS NOUS SOMMES ENTRETENUS.

...VONT-ELLES « CASSER » LE F.L.N. ?

Enfin hier soir le correspondant de la même agence américaine à Tunis Joignat au téléphone quatre ministres du G.P.R.A. (Ben Bella, Khider, Bitat et Saïd). Ceux-ci lui affirmèrent :

— Le G.P.R.A., lors de sa dernière réunion avant le congrès de Tripoli, avait décidé de rejeter toute idée de conversation avec l'O.A.S. en vue de fournir des garanties supplémentaires aux Européens d'Algérie.

Et ils ajoutent :
— Cette position a été contresignée dans le procès-verbal de cette réunion.
Or, M. Mostefal, en commençant, hier, son discours aux Européens, avait bien précisé qu'il parlait

OR CES CONTACTS, l'agence officielle du F.L.N. les a jusqu'à ces dernières heures formellement condamnés. Samedi encore, elle affirmait que « devant la carence des autorités françaises l'O.A.S. devait être détruite d'une manière ou d'une autre ».

Dimanche matin BEN BELLA, dans une interview accordée à l'agence United Press, affirmait que les rumeurs de contact avec l'organisation secrète étaient simplement « une campagne d'intoxication menée par l'O.A.S. avant de disparaître dans l'opprobre et le déshonneur. Toutes ces tentatives, même les plus obscures sont vouées à un échec certain... »

« EN TANT QUE DELEGUE du F.L.N. au sein de l'Exécutif provisoire », il indiquait, quelques minutes plus tard, qu'il avait participé à ces entretiens parce que leur utilité avait été reconnue par les dirigeants algériens ».

Et, enfin, une dépêche de Tunis « précisait » que M. Mostefal avait prononcé son allocution en accord avec le G.P.R.A.

Autrement dit, cela n'a pas l'air d'aller tout seul « chez les gens d'en face »... alors que l'on ne parlait, ces jours-ci, que des divergences au sein de l'O.A.S. !

ON PEUT DONC SE DEMANDER SÉRIEUSEMENT SI L'ACCORD DE ROCHER NOIR « NE VA PAS PROVOQUER UNE CASURE ASSEZ NETTE AU SEIN DU G.P.R.A., AU SEIN DU F.L.N. ET, PAR LA MEME, EN RENDRE ILLUSOIRE L'APPLICATION ?

BEN KHEDDA RENTRE PRÉCIPITAMMENT DU CAIRE

CE QUI EST CERTAIN, c'est que Mostefal est une des personnalités les plus en vue de la rébellion et que la plupart des observateurs s'accordent à lui prédire une « place très importante » dans l'Algérie politique de demain.

CE QUI EST CERTAIN, c'est que Mostefal était, il y a encore deux semaines, CONTRE les négociations avec l'O.A.S. Lorsque la rumeur publique en fit état, c'est lui qui les démentit sèchement en les déclarant « parfaitement inutiles ».

CE QUI EST CERTAIN, c'est qu'à la suite de faits qui ne sont pas encore connus — et qui résistent peut-être dans la menace

réelle que faisait peser sur l'avenir économique de l'Algérie la pollution de la terre brûlée — c'est lui qui — changeant de position — a pris, avec Farès, la responsabilité directe de mener ces pourparlers.

CE QUI EST CERTAIN, c'est qu'il ne l'a pas fait de sa seule initiative, qu'il a été à Tunis il y a huit jours, et que deux des ministres les plus importants du G.P.R.A. (Neikhaem Krim et Boudiaf) sont venus à Rocher Noir pour l'épauler dans ses discussions.

MAIS CE QUI EST CERTAIN ÉGALEMENT, c'est que d'autres ministres du G.P.R.A. n'admettent pas les tractations de Rocher Noir. Ce sont ceux de la tendance révolutionnaire groupés autour de Ben Bella.

On n'a donc nullement été surpris d'apprendre que devant tous ces événements et devant cette crise menaçant son gouvernement, le leader du G.P.R.A., Mohamed Ben Khedda, qui se trouvait au Caire ait déclaré de regagner précipitamment Tunis ce matin.

« POUR LE RENARD DES SABLES »

A Alger, l'O.A.S. semble, pour l'instant, se tenir à ce qu'elle a traité et qu'elle considère comme valable.

Son haut commandement a, au cours d'une émission pirate, donné l'ordre de suspendre le combat à minuit.

Émission-pirate assez singulière, d'ailleurs. Elle était annoncée à l'avance — comme n'importe quelle émission de la R.T.F. — ne fut pas hrouillée et fut diffusée avant 20 heures sur le canal de la Télévision... parce qu'à 20 heures on diffusait, une fois de plus, le discours de Mostefal.

Stupéfiante Algérie !

On s'attendait à entendre Jean-Jacques Susini, ex-président de l'association des étudiants d'Algérie, et chef de la délégation O.A.S. à Rocher-Noir, délégation dont on a fini par admettre qu'elle « était très large et composée aussi bien de civils que de militaires comme l'ex-colonel Gardes ».

Ce fut le même speaker et d'habitude, mais, pour la première fois, on n'entendit pas l'annonce rituelle : « Ici, la voix de l'Algérie française ».

Et l'émission commença par... un message personnel extrêmement important.

— Pour le Renard des Sables et pour Fenec d'Alger, les briquets ne doivent pas être allumés ce soir.

Interprétation générale : si l'accord n'avait pas été signé, les puits du Sahara devaient sauter cette nuit.

CE N'EST PAS L'ARMISTICE

Alors le speaker poursuivit :

Aujourd'hui 17 juin, à 13 heures, à l'issue d'une série d'entretiens auxquels l'O.A.S. a participé, le F.L.N. par la voix de son délégué général, le docteur Mostefal, vient de définir les bases d'un accord entre Algériens.

Le haut commandement de l'armée secrète se déclare solidaire de ces propositions à l'élaboration desquelles il a lui-même participé au nom de la population européenne,

estimant qu'elles sont de nature à ramener la paix en Algérie par la réconciliation dans l'honneur et la dignité. Après avoir précisé qu'une entente était en voie de réalisation le porte-parole a affirmé :

— Le haut commandement donne, en conséquence, l'ordre de suspendre les combats et d'arrêter les destructions, sans toutefois relâcher notre vigilance car nous avons été souvent trompés par les manœuvres que l'on sait.

Et l'émission s'est terminée par cette phrase :

— Nous tiendrons nos en-

UN SOULAGEMENT INCONTESTABLE

Ces « éléments » se réduisent d'ailleurs, pour l'instant, à l'allocution de Mostefal.

Elle fait ressortir deux points de l'accord :

PARTICIPATION DES EUROPÉENS au maintien de l'ordre ; AMNISTIE PROMISE, si les attentats cessent, pour le jour où l'Algérie sera indépendante.

Il faut remarquer qu'il s'agit là de deux revendications essentielles formulées par l'O.A.S. et écartées, semble-t-il, par les représentants des autres tendances européennes.

Ces deux points sont-ils les seuls ? Ou bien puisque « la négociation est en bonne voie » les discussions se poursuivent-elles toujours sur d'autres paragraphes, notamment celui de la représentativité de la communauté non musulmane au sein des assemblées nationales ou économiques, ou celui encore de la formation d'un grand parti européen ?

On y verra plus clair dans quelques heures.

Quel qu'il en soit, l'accord d'hier a semble-t-il rassuré quelque peu

les Européens. Que nos interlocuteurs tiennent les leurs. Alors l'exode et la terre brûlée jettent place aux activités créatrices et fraternelles. Alors sans distinction de race ou de religion, nous construisons ensemble l'avenir algérien.

On notera donc que C'EST PLUS L'ARMISTICE QUE LA PAIX. D'ailleurs à Oran une autre émission pirate de l'O.A.S. invitait les Européens à une certaine prudence dans leurs réactions.

— Il faut attendre Pour le moment, nous ne possédons pas d'éléments suffisants d'information.

Le fait que les musulmans ne seront plus les seuls à défendre l'ordre dans les rues des grandes villes leur semble être une garantie matérielle, certes, mais d'une importance considérable.

La plupart des observateurs, notant cette « satisfaction » et ce « soulagement », soulignent que les départs seront peut-être tout aussi nombreux que ces derniers jours pour la métropole, mais que ce ne serait plus, si les choses se confirment, des départs défilés.

Peut-être les « pieds noirs » conduiront-ils — dernière méfiance — leurs enfants en métropole, afin de passer le cap du 1er juillet, mais si l'accord est respecté « tout le monde reviendra après les vacances ».

Tels sont du moins les premiers commentaires que l'on fait en Algérie, et qui pourraient très bien se vérifier, SI UN COUP DE THEATRE A REBOURS — VENANT DE TUNIS, OU D'AILLEURS — NE REMET PAS TOUT EN CAUSE.

LA POSITION DE LA FRANCE...

Quelle est dans toute cette affaire, la position du gouvernement français ?

On lira, par ailleurs, l'article de Robert BONV, mais il convient encore de préciser ceci :

M. Christian Fouchet — lui aussi — a prononcé une allocution dans laquelle il se félicite de ce qui a été réalisé.

— Je sais, dit-il, le rôle joué par l'Exécutif provisoire avec le président Farès à sa tête, dans cette œuvre de paix. J'ai fait moi-même ce que j'avais à faire dans ce sens, et je le referai.

D'autre part, le ministre des Affaires algériennes a fait — judiciairement — savoir hier soir que M. Joxe et M. Saad Dhalib, « ministre des Affaires étrangères du G.P.R.A. », se sont rencontrés, il y a trois jours pour discuter de l'application des accords d'Evian.

Enfin, on a vu, par ailleurs, ce qu'a déclaré le général de Gaulle à la fin de sa tournée dans l'Est.

A Alger, on s'accorde à dire — et c'est le moins que l'on puisse dire — une influence prépondérante aux autorités françaises dans ce qui vient de se passer.

On y affirme que le Haut Commissariat n'a guère favorisé les choses, lorsqu'il ne s'y est pas opposé. S'agit-il seulement, d'une réaction « épidermique » à l'égard du Pouvoir ?

Celui-ci s'en tient au fait que tout cela est conforme aux accords d'Evian.

Faisent-ils donc même pour le délégué du F.L.N. « vides » et illusibles ?

Quel qu'il en soit le Pouvoir ne semble pas avoir particulièrement goûté l'annonce de l'amnistie. Son dernier discours d'hier donne à ce sujet une idée des sentiments qui l'animent.

M. Harold King, directeur de l'agence Reuter, qui suivait le voyage, précisait, dans un de ses câbles, les impressions recueillies dans la caravane :

— Toute amnistie conclue entre le F.L.N. et l'O.A.S. ne lie en rien le gouvernement français. Celui-ci fixera sa propre attitude à l'égard des militaires et des ressortissants français accusés de trahison, de crimes et de méfaits.

On s'en doutait bien, et l'on n'a pas fini d'en entendre parler...

Dominique PADO